

## COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 29 janvier 1998

---

**Présents:**

madame  
A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

**Section française:**

monsieur BERTOUILLE, vice-président  
messieurs CHERUY, LURQUIN et MOORAT,  
membres effectifs

**Section néerlandaise:**

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président  
monsieur VANDENBOSSCHE, membre effectif  
madame C. OP DE BEECK, membre suppléant

**Secrétaires:**

monsieur BUSINE, conseiller général  
monsieur PROOT, conseiller adjoint

---

29.095/I/PN  
JJP/RV

Par lettre du 3 septembre 1997, monsieur le ministre de la Défense nationale a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Administration générale civile de son département.

Le cadre organique de l'Administration générale civile (AGC) a été fixé par l'arrêté royal du 26 septembre 1997 (MB du 29 octobre 1997).

Les organisations syndicales reconnues à l'Institut ont été consultées au sujet de ce projet, conformément à l'article 54, 2ème alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

\*  
\* \*

Le ministre propose de répartir les emplois du cadre organique de la manière suivante entre les cadres linguistiques.

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F	Cadre bilingue	
			N	F
1	2	2	1	1
2	8	8	2	2
Total 1 + 2	10	10	3	3
3	33	32		
4	12	12		
5	47	46		
6	41	40		
7	9	9		
Total 3 à 7	142	139		
Total général	152	149	3	3

L'article 1er, §2, du cadre organique place en extinction<sup>3</sup> emplois de traducteur-réviseur ou de traducteur-directeur (degré 3). Les trois emplois de traducteur-réviseur ne pourront être pourvus que lorsque les emplois mis en extinction auront été supprimés.

Degrés de la hiérarchie	Cadre N	Cadre F
3	2	1

La répartition proposée par le ministre est de 50,53% N - 49,47% F pour les degrés 3 à 7.

\*  
\* \*

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1er, et 61, § 5, des LLC, la CPCL siégeant sections réunies a émis, le 29 janvier 1998, l'avis suivant.

1. Quant à la répartition des emplois aux deux premiers degrés de la hiérarchie

Le nombre total des emplois de direction est de 26. Le cadre bilingue comprend 6 emplois, soit 23,08% du total. Cette répartition est conforme à l'article 43, § 3, des LLC.  
La CPCL émet dès lors un avis favorable quant à la proposition ministérielle.

2. Quant à la répartition des emplois aux degrés 3 à 7

Le ministre a communiqué à la CPCL des données chiffrées permettant de calculer le volume de travail.

Après examen, la CPCL peut donner son accord quant aux données relatives aux services suivants:

- Bureau des Méthodes	volume de travail 50% N - 50% F
- Service des Etudes juridiques	volume de travail 50% N - 50% F
- Direction des Affaires internationales	volume de travail 50% N - 50% F
- Direction Contentieux et Accidents	volume de travail 48,9% N - 51,1% F
- Service SHE	volume de travail 60% N - 40% F
- Direction du personnel civil statutaire	volume de travail 54,41% N - 45,59% F
- Direction du personnel non statutaire	volume de travail 49,6% N - 50,4% F

Pour les services suivants, la CPCL a estimé, toutefois, qu'il y avait lieu d'apporter une correction aux proportions proposées par le ministre, du fait que ces services travaillent pour **tous** les agents (statutaires + contractuels). Dès lors, il convient d'appliquer à ces services les proportions 51,84% N - 48,16% F, à savoir, la moyenne des autres services.

Il s'agit des services suivants:

- Service de traduction	} volume de travail 51,84% N - 48,16% F
- Economat	
- Dépôt central des Archives	
- Service du Budget	
- Centre de formation et de documentation	
- Secrétariat central	

Tenant compte de l'importance relative que chaque service représente dans l'ensemble de l'organisation (AGC) et moyennant adaptation, dans les services précités, du volume de travail proposé par le ministre, l'on obtient un volume de travail global à 51% N et à 49% F, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après.

	Importance relative du service	Volume de travail proposé par service	Volume de travail global en %
		N - F	N - F
1. Bureau des méthodes	7/217 = 3,23%	50,00 - 50,00	01,62 - 01,62
2. Direction des Etudes juridiques	16/217 = 7,37%	50,00 - 50,00	03,69 - 03,69
3. Direction des Affaires internationales	4/217 = 1,85%	50,00 - 50,00	00,93 - 00,93
4. Direction Contentieux et Accidents	55/217 = 25,33%	48,90 - 51,10	12,39 - 12,94
5. Service de Traduction	14/217 = 6,45%	51,84 - 48,16	03,34 - 03,11
6. Economat	29/217 = 13,37%	51,84 - 48,16	06,93 - 06,44
7. Dépôt central des Archives	3/217 = 1,38%	51,84 - 48,16	00,72 - 00,66
8. Service SHE	1/217 = 0,46%	60,00 - 40,00	00,28 - 00,18
9. Budget	4/217 = 1,85%	51,84 - 48,16	00,96 - 00,89
10. Centre de formation et de documentation	5/217 = 2,30%	51,84 - 48,16	01,19 - 01,11
11. Secrétariat général	24/217 = 11,06%	51,84 - 48,16	05,73 - 05,33
12. Direction du personnel statutaire	28/217 = 12,91%	54,41 - 45,59	07,02 - 05,89
13. Direction du personnel non statutaire	27/217 = 12,44%	49,60 - 50,40	06,17 - 06,27
			50,96 - 49,04
	100%		soit 51 - 49 % N F

La proportion 51 % N - 49 % F appliquée au nombre des emplois des degrés 3 à 7 donne le résultat suivant:

**143,31 N, soit 143 emplois N**

**137,69 F, soit 138 emplois F**

Cela signifie qu'il y a glissement d'un emploi du cadre F au cadre N, comparativement à la proposition ministérielle (142 N - 139 F).

Moyennant cette adaptation, la Commission permanente de Contrôle linguistique émet un avis favorable.

\*  
\* \*

Le présent avis est notifié à monsieur le ministre de la Défense nationale qui, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, est invité à communiquer à la Commission permanente de Contrôle linguistique, la suite qu'il y réservera.

Fait à Bruxelles, le 29 janvier 1998.

**Les secrétaires,**

**Le président,**

J. PROOT

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS